

**Une conception de la richesse non marchande  
pour sortir du faux dilemme croissance-décroissance**

**Jean-Marie Harribey<sup>1</sup>**

*in* Eric Berr et Jean-Marie Harribey (sous la dir. de)

*Le développement en question (s)*

**Préface de Philippe Hugon**

**Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, p. 265-288**

---

<sup>1</sup> . Texte présenté lors du colloque « Le concept de développement en débat » à l'Université Bordeaux IV, 16 et 17 septembre 2004.

Le développement du capitalisme est défini par Marx comme « une immense accumulation de marchandises »<sup>2</sup>. Son extension touche aujourd'hui tous les aspects de la vie sociale en tout point de la planète, elle menace la survie de fractions entières de l'humanité et elle met à mal les équilibres écologiques. D'aucuns considèrent alors que, puisque le développement économique n'a pas permis de réduire la pauvreté, mais qu'il l'a, dans certains cas, provoquée ou aggravée, puisqu'il épuise toutes les ressources naturelles et pollue la nature, il convient de renoncer au développement et de promouvoir la « décroissance ». D'autres tirent argument de ces impasses pour demander que de nouveaux indicateurs de richesses soient construits.

Le projet de reconsidérer la richesse revêt une importance considérable car il met en cause les fondements de l'idéologie entourant le progrès économique qui n'est pensé qu'en termes de croissance de la production marchande, parce que seule celle-ci est susceptible de fournir une base à l'accumulation du capital. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le régime d'accumulation financière qui prévaut tente de généraliser à l'ensemble des activités humaines le processus de marchandisation, tout en modifiant la répartition de la valeur créée dans un sens encore plus favorable aux détenteurs de capitaux. Les rapports de production et les rapports de répartition sont si étroitement imbriqués que la critique de la conception dominante du bien-être est nécessaire. Mais il faut se garder de prendre l'effet pour la cause. Ce ne sont pas les indicateurs de richesse qui impriment leur marque au développement capitaliste. C'est l'inverse. Aussi est-il sans doute important d'éviter quelques contresens et de porter la critique là où elle doit l'être : au cœur des rapports sociaux capitalistes. D'autant que l'on voit se développer un nouvel habillage de ces derniers derrière le discours sur la « nouvelle économie » dont le caractère virtuel serait une source miraculeuse de création de richesse. C'est une raison supplémentaire de distinguer nettement la critique indispensable des conceptions traditionnelles de la richesse et un certain nombre de mythes présents dans le débat public.

Nous nous proposons de montrer deux choses. Premièrement, le dilemme croissance-décroissance est un faux dilemme dès l'instant où l'on dissocie cette question de celle de la critique des rapports sociaux capitalistes. Deuxièmement, face à l'identification de la richesse sociale à la marchandise théorisée par l'idéologie libérale, il est possible de définir et de fonder sur les plans théorique et pratique une conception de la richesse hors du sentier de la valeur marchande.

## **1. Le débat croissance-décroissance doit être posé en termes de rapports sociaux**

Les responsables politiques, les décideurs économiques et les observateurs quasi unanimes des media ont tous les yeux rivés sur les courbes de la croissance économique en espérant que, après trente années jugées calamiteuses, le monde puisse retrouver une croissance économique plus forte et surtout durable à la faveur de la révolution technique née de l'informatisation et de la communication. La « nouvelle économie » qu'ils avaient cru déceler dans la décennie 1990 a fait long feu, accompagnant dans sa chute la Bourse et ses promesses d'enrichissement mirifique, mais ils avaient de nouveau bon espoir en 2003 car les taux de croissance des derniers trimestres aux Etats-Unis les faisaient rêver : 7 ou 8% en rythme annuel. Las ! Ils doivent déchanter car la hausse du prix du pétrole risque de faire envoler leurs espoirs. La *doxa* est bien résumée par cette problématique : « La croissance de

---

<sup>2</sup> . K. Marx [1965, p. 561].

l'économie mondiale risque-t-elle d'être affectée par l'envolée des prix de l'or noir ? »<sup>3</sup> Jamais la question inverse n'est posée : la croissance ne risque-t-elle pas de nous précipiter plus rapidement vers l'épuisement des ressources ?

### ***Les impasses du développement capitaliste***

Nous ne sommes pas seulement en présence d'une simple crise économique, classique dans l'histoire du capitalisme, mais d'une crise systémique globale, mettant en cause les conditions de reproduction de la société, tant dans ses aspects matériels que culturels, et, plus généralement encore, menaçant les conditions de reproduction de la vie. Cette crise atteint, par voie de conséquence, les représentations dominantes, celles-là mêmes qui assuraient que le progrès humain serait nécessairement au bout du progrès matériel, au bout du développement économique que ce progrès matériel engendrait. Or, aujourd'hui le développement est en crise parce que le processus d'accumulation de richesses soumis au règne du profit entre en contradiction avec l'ensemble des procédures de régulation des rapports sociaux et des rapports entre l'homme et la nature qui permettraient à la vie en société d'être « soutenable ».<sup>4</sup>

Dans ce contexte est né un engouement extraordinaire pour le mot d'ordre de « développement durable » ou « soutenable ». Mais celui-ci est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance éternelle est supposée être compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. Ce postulat est fondé sur deux affirmations très incertaines.

La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que l'intensité en ressources naturelles requise par la production diminue avec le progrès technique. Autrement dit, on pourrait produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or, la baisse de l'intensité en ressources naturelles est indéniable mais elle est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production, et, ainsi, la ponction sur les ressources et la pollution continuent d'augmenter, comme le reconnaissent le Programme des Nations Unies pour le Développement<sup>5</sup> et l'Agence internationale de l'énergie<sup>6</sup>.

La deuxième affirmation frappée d'incertitude est d'ordre social : la croissance économique serait seule capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer les cohésions sociales. Or tout porte à croire le contraire car la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. L'approfondissement des écarts, aussi bien entre les pays riches et les pays pauvres qu'au sein même des pays riches, n'est pas étonnant : le passage à un régime d'accumulation financière provoque un profond chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite puisque l'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales. Le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise était particulièrement prémonitoire<sup>7</sup>.

### ***Croissance-décroissance : un dilemme ?***

Comment alors s'opposer à la dérive de plus en plus dangereuse d'un système dont la logique d'accumulation impose une fuite en avant proprement suicidaire ? Les propositions de

---

<sup>3</sup> . P.A. Delhommais [2004].

<sup>4</sup> . Voir J.M. Harribey [1997 ; 1998].

<sup>5</sup> . PNUD [2002, p. 28].

<sup>6</sup> . AIE [2004].

<sup>7</sup> . K. Marx [1965].

« décroissance » et de « sortie du développement » séduisent aujourd'hui quelques acteurs et théoriciens.<sup>8</sup> Si l'on peut partager avec eux une grande part des critiques apportées à ce développement que nous avons connu jusqu'ici, leurs propositions ne sont guère recevables, à la fois pour des raisons théoriques et pratiques.

Trois raisons théoriques peuvent être invoquées. La première tient à la fragilité du concept d'Occident qui sert de soubassement à la critique anti-développementiste. Peut-on à la fois dénoncer l'Occident comme facteur de désintégration matérielle et culturelle des sociétés traditionnelles parce qu'il impose de force son développement et comme responsable du maintien d'une majorité de la population mondiale en dehors des fastes et des frasques du développement ? De plus, s'il est certain que l'Occident a imposé à tous les peuples de la terre une vision de l'avenir des sociétés qui ne pourrait passer que par le chemin qu'il a lui-même emprunté, on peut difficilement refuser toute idée de droits humains fondamentaux. La critique de la domination occidentale est justifiée mais ne doit pas être confondue avec un relativisme culturel car beaucoup de sociétés traditionnelles ont également connu des formes de domination exercée par des humains sur leurs semblables ou par les hommes sur les femmes. Réaffirmer le principe de droits universels ne signifie pas retourner à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. En effet, les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet politique d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à « l'imaginaire universaliste des "droits naturels" » que critiquait Cornelius Castoriadis<sup>9</sup>.

La deuxième raison théorique qui peut faire douter de la pertinence de la posture anti-développementiste est qu'elle attribue l'échec des stratégies du développement au supposé vice fondamental de tout développement et jamais aux rapports de forces sociaux qui, par exemple, empêchent les paysans d'avoir accès à la terre à cause des structures foncières. D'où l'éloge sans nuance de l'économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l'économie officielle. Et d'où la définition de la sortie du développement comme une sortie de l'économie parce que celle-ci ne peut être différente de ce qu'elle est : une économie autre que celle qu'a construite le capitalisme ne peut exister. La rationalité de l'économie, au sens où l'on économise les efforts de l'homme au travail et les ressources naturelles utilisées pour produire, est mise sur le même plan que la rationalité de la rentabilité, c'est-à-dire du profit. L'amélioration de la productivité, même celle qui aurait pour but de réduire l'effort de l'homme ou la ponction sur les ressources rares, est assimilée à du productivisme<sup>10</sup>. En bref, il nous est dit que la chose économique n'existe pas en dehors de l'imaginaire occidental qui la crée. Or la production est une catégorie anthropologique même si le cadre et les rapports dans lesquels elle est réalisée sont sociaux. Il résulte de cette confusion – qui revient à refaire du capitalisme une donnée universelle et non historique, rappelant curieusement le dogme libéral – une incapacité à penser simultanément la critique du productivisme et celle du capitalisme : seule la première est menée mais sans qu'elle soit rattachée à celle des rapports sociaux

---

<sup>8</sup> . La plupart des auteurs de ce courant se réfèrent à N. Georgescu-Roegen [1995]. Voir S. Latouche [1989, 1994, 2001, 2002] ; G. Rist. [2001, 2003] ; *L'Ecologiste* [2001] ; *Silence* [2002].

<sup>9</sup> . C. Castoriadis [1990, p. 193].

<sup>10</sup> . La productivité du travail est le rapport de la production et de la quantité de travail nécessaire. L'accroissement de la productivité n'est pas nécessairement synonyme de productivisme s'il est utilisé pour réduire le temps de travail de chacun. Il ne dérive vers le productivisme que s'il est utilisé pour accroître indéfiniment la production et donc le niveau de vie matériel, sans RTT ou très peu. Dans ce cas, il est obtenu le plus souvent par une intensification du travail qui aggrave les conditions de celui-ci et il occasionne une ponction croissante sur les ressources naturelles avec la pollution en prime. Mais ces conséquences ne découlent pas mécaniquement de la recherche de gains de productivité ; elles résultent d'un choix d'utiliser ces gains pour promouvoir une croissance économique illimitée.

dominants. Vouloir donc « sortir de l'économie »<sup>11</sup> tout en prétendant réenchasser, « l'économique dans le social »<sup>12</sup> est assez paradoxal.

La troisième raison théorique de rejeter l'argumentation anti-développementiste est d'ordre logique. A la croissance économique élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme parce qu'il en a absolument besoin pour poursuivre son accumulation, les anti-développementistes opposent la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi<sup>13</sup>. Mais il s'agit de deux sophismes miroirs l'un de l'autre : la croissance veut faire tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut que la faire tendre vers zéro si aucune borne n'est mise à ce processus.

Toutes ces considérations théoriques nous mènent à d'autres plus pratiques mais non moins importantes. Le mot d'ordre de décroissance immédiate pour sortir du développement a le tort de mettre sur le même plan les six milliards d'êtres humains, en oubliant les innombrables inégalités qui existent aujourd'hui et les immenses besoins sociaux qui restent à satisfaire. Or les populations pauvres ont droit à un temps de croissance. L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire est irrecevable<sup>14</sup>. Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, sans eau potable, sans écoles, sans hôpitaux, il est faux d'opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles.<sup>15</sup> Il est donc parfaitement légitime de choisir de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le développement capitaliste sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du PIB, sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation d'avant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable.

### ***Sortir de la contradiction***

Le capitalisme nous oblige à considérer de fait la croissance et le développement comme une identité, c'est-à-dire à voir dans la première une condition nécessaire et suffisante, en tout temps et en tout lieu, du second, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement de la quantité de marchandises. Sur le plan théorique, il convient donc de se démarquer à la fois de l'idéologie libérale qui assimile croissance et développement du bien-être, de celle symétrique des opposants à tout développement au prétexte que celui-ci ne pourrait là encore être dissocié de la croissance dévastatrice, et aussi de celle qui a longtemps fait figure de position originale à la suite de François Perroux, consistant à dire que la croissance n'était certes pas une condition suffisante du développement mais qu'elle en restait une condition nécessaire. Aujourd'hui, le moment est venu de dire que le développement n'implique pas toujours nécessairement la croissance.

Les rapports entre croissance et développement peuvent alors être envisagés par l'une ou l'autre des trois propositions suivantes :

Proposition 1 :

développement  $\Leftrightarrow$  croissance

(la croissance est une condition nécessaire et suffisante du développement)

<sup>11</sup> . S. Latouche [2003-a, p. 275] ; voir aussi du même auteur [2003-b, p 168].

<sup>12</sup> . S. Latouche [2003-a, p. 278].

<sup>13</sup> . *Silence* [2003].

<sup>14</sup> . Tel que l'exprime S. Latouche [2003-c, p. 131].

<sup>15</sup> . Pour un approfondissement, voir ATTAC [2004].

Proposition 2 :

développement  $\Rightarrow$  croissance

(la croissance est une condition nécessaire du développement mais non suffisante)

Proposition 3 :

développement  $\nrightarrow$  croissance

(la croissance n'est ni une condition suffisante, ni une condition toujours nécessaire du développement, ce qui signifie que la croissance peut être dans certaines circonstances nécessaire au développement ; autrement dit, logiquement parlant, le développement n'implique pas non plus le contraire de la croissance : développement  $\nrightarrow$  décroissance)

Seule, la proposition 3 permet de refonder une distinction radicale entre les deux concepts de croissance et de développement : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Par rapport aux enjeux d'équilibres sociaux et écologiques planétaires, la voie la plus raisonnable à long terme pour les pays riches est donc celle d'une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, d'une répartition primaire des revenus équitable, d'une baisse régulière du temps de travail au fur et à mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance forte et d'inaugurer ainsi une ère de croissance consciemment ralentie préparatoire à un recul des productions inutiles ou dangereuses.<sup>16</sup>

## 2. Une conception de la richesse non marchande

Le processus d'accumulation peut être analysé comme le triomphe de la *valeur* sur la *valeur d'usage* ou de la *valeur* sur la *richesse*. La critique de ce processus exige donc d'exhumer des catégories que l'économie politique avait jadis mises à l'honneur mais que l'idéologie libérale néo-classique avait rejetées parce que Marx en avait fait le pivot de sa critique du capitalisme. Ces catégories, loin d'être obsolètes, constituent le socle théorique pour comprendre les enjeux dissimulés derrière le concept de « soutenabilité » et déchirer le consensus mou qui entoure le « développement soutenable » ou « durable ».

### *Retour sur la contradiction valeur d'usage/valeur*

Les insuffisances de l'indicateur PIB sont bien connues. Elles tiennent au fait qu'il mesure uniquement ce qui relève de la sphère monétaire qui comprend elle-même deux compartiments : la sphère monétaire marchande (ce qui est produit pour être vendu sur le marché avec profit) et la sphère monétaire non marchande (les services collectifs à but non lucratif). Au sein de cette sphère monétaire sont produits des biens et services parce qu'ils sont (à tort ou à raison) considérés comme utiles, c'est-à-dire ayant une valeur d'usage. Mais, déjà, on voit que certains (les services collectifs) ont une valeur d'usage sans avoir de valeur d'échange marchande bien que monétaire. Mieux encore : les services rendus bénévolement dans la société ou les autres formes de richesse collective telles que la paix, la solidarité, le lien social, la création artistique non mercantile, ou encore le soleil et l'air, ont une valeur d'usage sans avoir de valeur monétaire.

<sup>16</sup> . Voir J.M. Harribey [2004-a].

La preuve est donc faite qu'Aristote avait raison et que Smith, Ricardo et Marx ont eu raison de lui donner raison sur ce point : la richesse ne se réduit pas à la valeur et la valeur ne vaut rien à côté des valeurs.

Nous considérons *primo* qu'il ne peut pas y avoir de définition du travail productif en soi ; celui-ci doit être chaque fois relié au rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Quand Smith, Malthus et Marx parlaient de l'improductivité des services domestiques, il s'agissait d'une improductivité de valeur pour le capital et non pas d'une improductivité de valeurs d'usage.

*Deuzio*, la notion de travail productif n'a rien à voir avec la matérialité ou non de son résultat. Smith et Marx avaient certes raisonné sur la production matérielle parce qu'elle était quasiment le seul exemple sous leurs yeux qui engendrait l'accumulation du capital<sup>17</sup>. Mais la possibilité d'un espace pour la production immatérielle et, plus généralement, pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail<sup>18</sup>. En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, il désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une dénonciation.

*Tertio*, au sujet des services, il convient donc à notre sens de s'écarter de la position définie par Smith<sup>19</sup> et que Marx a semble-t-il reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi inexistante et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité. Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement (ce qui est un truisme car toute dépense est un prélèvement sur un revenu) en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendrera un produit et un revenu supplémentaires. Bref, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunèrera.<sup>20</sup> Par rapport à une situation où elle n'aurait pas de domestiques, la classe capitaliste consomme moins de biens de consommation provenant de l'industrie capitaliste qu'elle laisse disponibles pour la consommation salariale agrandie par l'embauche de domestiques et, en revanche, elle consomme les produits du travail domestique.

Il est possible de donner une interprétation des dépenses publiques équilibrées par les impôts et cotisations sociales en partant du concept keynésien d'anticipation et en étendant son champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux

<sup>17</sup> . Voir Marx [1968-c, p. 393-394].

<sup>18</sup> . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [Marx, 1965-a, p. 571]. « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle!) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [Marx., 1965-b, p. 1413].

<sup>19</sup> . Voir Smith [1991, tome 1, p. 417 et suiv.] et Marx [1968-b, p. 242 ;1968-c, p. 393].

<sup>20</sup> . Voir J.M. Harribey [2004-b].

catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers.

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que nous nommons *principe de la demande implicite anticipée*.

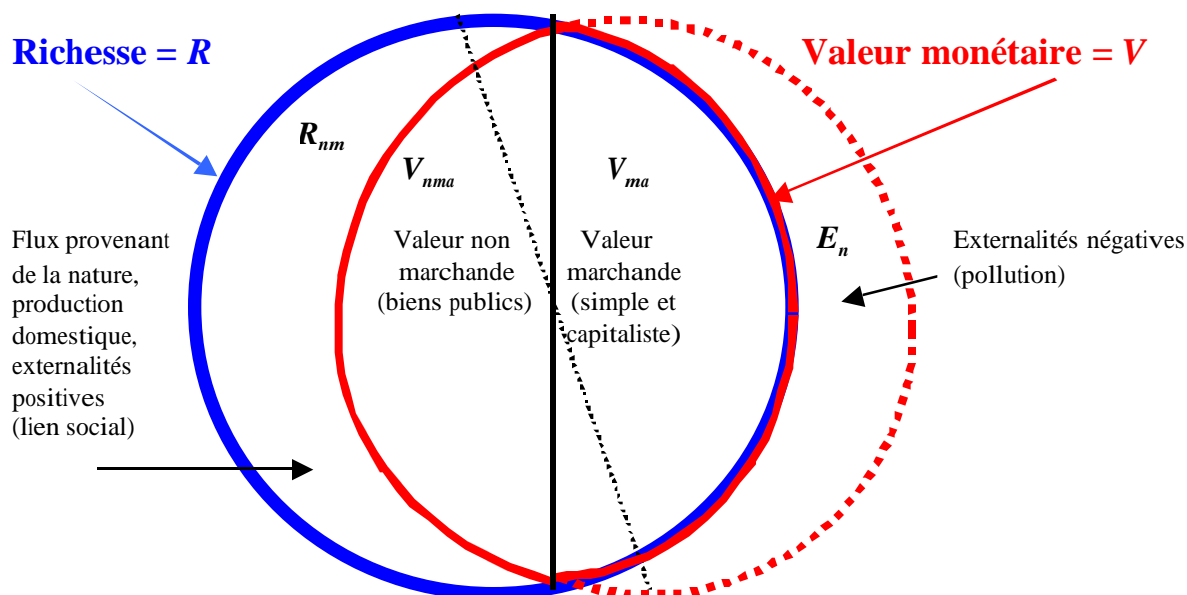
La seule hypothèse nécessaire pour que cela ne soit pas qu'un simple transfert ajoutant du côté public ce que l'on a soustrait du côté privé, est que l'économie soit en sous-emploi et que des capacités productives soient donc disponibles.

Les libéraux contemporains assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage.

Certains s'acharnent à essayer de compléter le PIB qui ne peut l'être. En somme, l'addition du PIB n'est pas fausse. Elle représente la valeur monétaire, une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail. Le champ couvert par le PIB est conventionnel : il dépend de l'étendue des activités que la société décide de monétariser ou



non. De ce fait, pour une même quantité de valeurs d'usage et donc pour le même bien-être, le PIB peut être plus ou moins important.<sup>21</sup>



On peut donc revenir sur les implications logiques qui nous avaient permis dans la première partie de différencier les relations que l'on peut établir entre croissance et développement. En désignant par  $R$  la richesse sociale représentée dans le schéma précédent,  $V_m$  la valeur monétaire,  $V_{ma}$  la valeur marchande,  $V_{nma}$  la valeur non marchande,  $E_n$  les externalités négatives difficilement évaluables en monnaie,  $R_{nm}$  la richesse sociale non monétaire, et par  $\Delta...$  la variation de chaque élément.

La proposition 1, considérant comme identiques croissance et développement, signifie que :

- 1.1. tout  $R_{nm}$  non monétarisable n'est pas considéré comme de la richesse
  - 1.2. tout  $E_n$  internalisable et donc monétarisable est intégré à  $V_{ma}$  et par conséquent à  $V_m$
- il s'ensuit que :
- 1.3.  $\Delta R = \Delta V_m$
  - 1.4. dans une logique d'accumulation capitaliste,  $V_{nma}$  doit se réduire au profit de  $V_{ma}$  (donc  $\Delta V_{nma} < 0$  et  $\Delta V_{ma} > 0$ )
  - 1.5. et donc, à la limite,  $\Delta R = \Delta V_{ma}$ , c'est-à-dire il y a croissance et développement si et seulement si  $\Delta V_{ma} > 0$ .

La proposition 2 définissant la croissance comme une condition nécessaire mais non suffisante du développement signifie que :

- 2.1. tout  $R_{nm}$  non monétarisable est considéré comme de la richesse
- 2.2.  $E_n$  n'est pas considéré comme de la richesse

<sup>21</sup> . La séparation entre valeur marchande et non marchande peut être représentée par un trait oblique (en pointillés) pour faire apparaître sur le schéma le fait que l'activité marchande peut engendrer des externalités positives (donc de la richesse, ici non monétaire) et que l'activité non marchande peut parfois engendrer des externalités négatives.

2.3.  $R > V_m$ , c'est-à-dire  $V_m \subset R$

il s'ensuit que :

2.4. croissance économique =  $\Delta V_m > 0$

2.5. développement =  $[\Delta V_m > 0] \cap [(\Delta R_{nm} > 0) \cup (\Delta V_{nma} > 0)]$

La proposition 3 faisant de la croissance une condition non suffisante du développement ni toujours nécessaire reprend les conditions 2.1., 2.2. et 2.3.

3.1. tout  $R_{nm}$  non monétarisable est considéré comme de la richesse

3.2.  $E_n$  n'est pas considéré comme de la richesse

3.3.  $R > V_m$ , c'est-à-dire  $V_m \subset R$

il s'ensuit que :

développement =  $\Delta R > 0$ , avec  $[(\Delta R_{nm} > 0) \cup (\Delta V_{nma} > 0)] \cap [(\Delta V_m > 0) \cup (\Delta V_m < 0) \cup (\Delta V_m = 0)]$

La contrainte du raisonnement précédent réside dans l'impossibilité d'additionner des éléments qui, les uns, peuvent s'exprimer en monnaie et, les autres, ne le peuvent pas. Il est donc nécessaire de raisonner en termes de richesse physique, c'est-à-dire de valeurs d'usage. Autrement dit, aucun agrégat homogène ne peut en être déduit.

Enfin, que penser du classement des pays européens en terme de PIB par habitant publié par l'agence statistique Eurostat où la France n'arrive qu'en douzième position, ne devant que l'Espagne, le Portugal et la Grèce, alors qu'elle était au troisième rang en 1992<sup>22</sup> ? Ce recul s'explique par le moindre taux d'activité effective et par la baisse du temps de travail. Il ne suffit pas de faire la critique des méthodes statistiques souvent approximatives<sup>23</sup>. Il faut dire et répéter que la mesure de la richesse et du bonheur par le PIB par habitant est réductrice. D'abord parce que la productivité par heure de travail est meilleure en France que partout ailleurs. Ensuite parce que, à condition que le travail soit réparti entre tous, une faible position en terme de PIB par habitant accompagnant une bonne position en terme de productivité horaire peut signifier qu'on prend le temps de vivre. Gilbert Cette exprime la même chose ainsi : « Soulignons ici que le niveau du PIB par habitant d'un pays ne peut être considéré comme le seul indicateur pertinent de son développement et de son niveau de vie. De nombreux autres facteurs influencent le niveau de vie. La perte de PIB associé à un ralentissement de la productivité peut néanmoins être associée à une amélioration du niveau de vie si ce ralentissement est lui-même source d'un meilleur confort de vie et s'il est perçu comme tel par la population concernée. *Il peut par exemple en être ainsi dans le cas d'une réduction de la durée du travail.* »<sup>24</sup>

### ***Quelle critique de l'économie politique ?***

L'économie politique naquit à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au moment où la révolution des rapports sociaux permit à la bourgeoisie montante de prolétarianiser une fraction croissante des populations rurales en déshérence pour impulser la dynamique de l'accumulation du capital par le biais du développement industriel. Les fondateurs de l'économie politique crurent découvrir alors des lois universelles et intemporelles gouvernant la production et l'échange de richesses : la propriété privée est un droit naturel, les hommes ont une propension à l'échange, leurs intérêts individuels coïncident avec l'intérêt général et le contrat marchand fonde la société. Ils se trompaient car les lois qu'ils mettaient au jour n'étaient pas naturelles mais sociales et historiques ; en fait, ce ne sont que les lois de l'économie capitaliste : par exemple,

<sup>22</sup> . Voir A. Leparmentier [2002].

<sup>23</sup> . Voir J. Gadrey [2002] ; et F. Magnien, J.L. Tavernier, D. Thesmar [2002].

<sup>24</sup> . G. Cette [2004, p. 14, souligné par nous, voir aussi p. 26].

la tendance à accumuler le capital qui dégénère périodiquement en crise de surproduction, et la lutte pour la répartition du produit du travail qui oriente le sens de l'évolution de la société.

Cependant, en dépit de leur erreur épistémologique, les classiques eurent le mérite de mettre au centre de l'économie politique le problème de la richesse et de la valeur. Ils établirent l'irréductibilité de la richesse à la valeur : la lumière du soleil, l'air, les services publics et les services rendus dans un cadre domestique ou associatif, constituent des richesses, des valeurs d'usage, sans pour autant avoir de valeur marchande. Certes, ils voyaient cette dernière, que l'on n'allait pas tarder à identifier à « la valeur », comme une propriété immanente du travail concret effectué par le menuisier faisant un meuble ou par le tisserand filant du drap. Marx leur rétorquera justement que la valeur d'échange d'une marchandise ne dépend pas du travail de celui qui l'a produite mais des conditions techniques moyennes de production dans la société et de la rémunération moyenne du capital qu'exigent les capitalistes. Sur le marché capitaliste ne s'échangent donc pas directement des travaux particuliers mais du travail rendu abstrait, c'est-à-dire débarrassé de ses caractéristiques concrètes, pour ne se présenter que sous forme de valeur venant grossir le capital. Ainsi, la *possibilité* de la critique de l'économie politique était contenue en elle ; c'est ce qui fait toute sa force et cela suffit à justifier que l'on continue de l'étudier aujourd'hui. La théorie de l'exploitation du travail et donc sa critique radicale et définitive grâce au concept de plus-value de Marx est issue de l'économie politique, tout en constituant le noyau de la critique de cette dernière et, au-delà, de celle du capitalisme. En faisant des rapports sociaux le pivot de l'analyse du capitalisme, Marx sortit l'économie politique de son économisme et de son naturalisme.

Or, aujourd'hui, certains esprits<sup>25</sup> développent une « critique » qui prétend à la fois dépasser l'économie politique et... sa critique. Quelle est leur thèse ? Les nouvelles techniques introduiraient un nouveau paradigme, c'est-à-dire une révolution conceptuelle qui obligerait à abandonner toutes les catégories que nous utilisons pour analyser le capitalisme. Ainsi, le travail cesserait d'être le centre où se nouent les rapports sociaux capitalistes. Les plus osés allaient jusqu'à dire encore récemment que le travail était en voie de disparition et tous affirment qu'il ne peut plus constituer la substance de la valeur, que la valeur ne peut donc être la forme du travail abstrait, et par conséquent que la quantité de travail ne peut plus en être la mesure. Cela résulterait du passage d'une économie produisant de la matière à partir de la matière et du travail à une économie produisant de l'information à partir de l'information et des connaissances. Dans une telle économie, compteraient les multiples externalités positives qui naîtraient de la mise en réseau et qui constitueraient le nouveau cœur de la création de valeur. Enfin, les classes sociales disparaîtraient puisque la financiarisation de l'économie permettrait à tous d'accéder au bien-être.

La thèse de la fin du travail et du salariat comme réalité objective actuelle a été réfutée ailleurs<sup>26</sup>. Bornons-nous ici à rappeler que l'augmentation de la productivité du travail qui résulte conjointement de l'amélioration des connaissances et du savoir-faire, du perfectionnement des techniques et de la mise en réseau des systèmes productifs et d'échange, n'infirme pas la théorie de la valeur-travail mais la confirme : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Quand bien même le travail requis serait entièrement intellectuel, il n'en serait pas moins du travail, et quand bien même le travail nécessaire à la production diminuerait inexorablement jusqu'à disparition complète, cette théorie serait confirmée puisque la valeur d'échange tendrait vers zéro. Ce que ne comprennent ni les économistes libéraux actuels ni leurs faux critiques, c'est que plus la richesse produite augmente en termes physiques, c'est-à-dire en termes de *valeurs d'usage*,

<sup>25</sup> . Citons : J. Robin [1993 et 1994] ; D. Méda [1999] ; R. Passet [2000] ; J. Rifkin [2000] ; Y. Moulier Boutang [1999, 2001].

<sup>26</sup> . Voir J.M. Harribey, [1997 ; 2000].

plus la *valeur d'échange* diminue. Pourquoi entrevoit-on la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement ? Parce qu'ils ne valent rien ou presque, ne nécessitant que peu ou pas de travail, ou plus exactement parce que leur conception – véritable travail immense – est amortie sur un très grand nombre de duplications qui, elles, ne coûtent qu'un travail infime.

Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas – on en est sans doute très éloigné – de l'automatisation complète et donc de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir disparu dans le monde. D'abord, la guerre que mènent les détenteurs de capitaux contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail bat son plein. Ensuite, les concentrations d'entreprises par fusions ou absorptions se multiplient : leurs instigateurs entendent se positionner à la meilleure place pour capter le plus de valeur possible par le biais de prix de monopole bien au-dessus de la valeur des produits<sup>27</sup> ou tout simplement par le biais de la spéculation sur les plus-values futures.

L'apparence est donc trompeuse : on croit voir poindre de nouveaux secteurs économiques à l'origine d'une source miraculeuse de valeur ajoutée potentiellement infinie. Il n'en est rien : avant même de jaillir, cette source est tarie si elle ne contient en elle aucun travail. Elle ne produira de la valeur que pour autant qu'elle nécessitera du travail. En revanche, si cette production, dont on suppose qu'elle correspond à des besoins, ne requiert que peu de travail, la richesse produite sera proportionnelle à la productivité élevée, tout en n'ayant qu'une valeur faible mais pouvant être vendue à un prix démesuré. Tel est le paradoxe : faible valeur et prix élevé par captation de valeur pour les produits des secteurs dominants, paradoxe dont la levée démystifie la « nouvelle économie ». Comme le dit Pierre-Noël Giraud : « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité »<sup>28</sup>.

Abordons maintenant les difficultés croissantes de mesure de la productivité au fur et à mesure que les services supplantent l'industrie et l'agriculture. Il y a des difficultés réelles et des difficultés imaginaires. On nous dit qu'il devient de plus en plus difficile de mesurer la production de services car on ne sait pas bien évaluer le service rendu et surtout l'amélioration de sa qualité. Voilà le genre de questionnement faux par excellence. S'est-on posé la question au sujet de la qualité du service rendu par l'automobile pour dénombrer le nombre d'automobiles sortant des chaînes et figurant au numérateur du rapport productivité ? S'est-on posé la même question au sujet des sacs de blé produits de manière intensive et polluante ou des millions de volailles élevées en batterie ? Non. Implicitement, comme M. Jourdain faisant de la prose sans le savoir, la distinction entre valeur d'usage et valeur était opérée. Pourquoi donc, subitement, argue-t-on d'une difficulté inédite à propos des services ? Il suffit de remettre à l'honneur la distinction ci-dessus et cesser de vouloir faire dire à un agrégat de PIB autre chose que ce pour quoi il est fait. On est bien obligé de conclure que ceux qui s'affolent au sujet de cette prétendue difficulté avaient préalablement intériorisé l'idée que le PIB pouvait mesurer le bien-être. Comment dans ce cas leur faire crédit quand ils prétendent renouveler la critique de l'économie politique ?

La fraction de la richesse constituée par les seules marchandises augmente au fur et à mesure que progresse la production, entendue comme volume physique ou encore comme quantité de valeurs d'usage. Si cette quantité progresse au même rythme que la productivité du travail, la quantité globale de travail reste la même, et par suite, la valeur, qui n'est que l'expression de cette dernière, ne varie pas. La valeur globale des marchandises n'augmente que pour autant que la production progresse plus rapidement que la productivité. Le fait que l'ensemble des valeurs d'usage englobe les valeurs d'usage qui ont, en outre, une valeur d'échange ne doit pas occulter celui que, en dynamique, l'évolution de la quantité de valeurs

---

<sup>27</sup> . Voir J.M. Harribey [2004-a]

<sup>28</sup> . P.N. Giraud [2004].

d'usage ne va pas nécessairement dans le même sens que celle de la quantité de valeur. La quantité de valeurs d'usage peut très bien augmenter alors que leur valeur globale diminue si la productivité du travail progresse plus rapidement que la production. *A fortiori*, les valeurs d'usage correspondant à la sphère non monétaire sont totalement indépendantes d'une quelconque valeur.

Les statisticiens déploient des trésors d'ingéniosité pour isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'importance car il s'agit d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet prix et l'effet volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est satisfaisante<sup>29</sup> : méthode des services producteurs, méthode hédonique, méthode d'appariement, méthode des coûts des facteurs. La première méthode est celle qui intègre le plus l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur et c'est celle qui annule le résidu « productivité totale des facteurs » ; à ce moment-là, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Notons le dilemme des économistes néo-classiques adoptant une « mesure de la valeur d'usage » (sic) et obligés de voir leur cher résidu de la croissance réduit à néant ! Le résultat est inverse au fur et à mesure qu'on passe aux autres méthodes pour finir avec la méthode des coûts des facteurs au point où le résidu « productivité totale des facteurs » est maximal.<sup>30</sup> Redisons-le, cette difficulté n'existe que dans la tête de ceux qui s'imaginent disposer avec les agrégats d'indicateurs mesurant à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage. Aristote pourrait leur être d'un grand secours.

Des difficultés analogues sont fréquemment invoquées pour mesurer les progrès de la productivité dans les services. Ainsi, pris au hasard de la littérature : « Dans le secteur hospitalier, par exemple, doit-on comptabiliser sa production sur la base du nombre d'actes prescrits et de lits occupés ou plutôt sur la base du résultat final, à savoir l'amélioration de l'état sanitaire de la population ? »<sup>31</sup> La réponse à cette question ne peut pas être trouvée si l'on s'obstine à vouloir inclure l'état de santé de la population dans un indicateur monétaire comme le PIB. Si l'on veut calculer la productivité du travail « en valeur », sous-entendu monétaire, dans les hôpitaux, il n'y a pas d'autre solution que de faire figurer au numérateur du rapport productivité la production évaluée monétairement, qui est incommensurable avec la satisfaction retirée des soins, celle-ci étant appréciée par une espérance de vie élevée, une faible mortalité infantile, une fréquence de telle ou telle maladie, etc..

En distinguant radicalement valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire richesse et valeur, les classiques anglais et Marx laissèrent la porte théorique ouverte à une conception de la richesse qui ne soit pas réduite à ce qui est marchand et donc ayant un prix de marché. Au contraire, en niant la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et surtout en fondant la seconde sur la première et donc en mettant un signe d'identité entre les deux, Say et ultérieurement les marginalistes et néo-classiques ont fermé définitivement la porte à une légitimité de la production de services non marchands. Puisque la satisfaction ne peut provenir que de valeurs d'usage (proposition juste) et que valeur d'échange est identique à valeur d'usage (proposition fausse car le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais pas de valeur d'échange), alors la satisfaction ne peut provenir que de l'extension perpétuelle de la valeur marchande (conclusion obligatoirement fausse dès

<sup>29</sup> . Pour un aperçu, voir G. Cette, J. Mairesse, Y. Kocoglu [2000].

<sup>30</sup> . Les indices de prix à utilité constante aboutissent à des résultats contenus à l'intérieur des bornes données par les indices Laspeyre et Paasche, c'est-à-dire proches de l'indice de Fisher. Cf. Magnien F., Pougard J. [2000]. L'indice des prix (donc à quantités constantes) Laspeyre est plus élevé que l'indice des prix Paasche. De même pour l'indice des quantités (donc à prix constants).

<sup>31</sup> . G. Tasso [2005, p. 1].

l'instant où la seconde proposition l'est). La critique de ce que nous appelons aujourd'hui la marchandisation du monde avait été faite par Marx. Say a eu beau dire que tout bien utile est de la richesse, ce en quoi il a raison, lui-même et ses successeurs néo-classiques ont eu le tort d'en déduire que tout ce qui est utile *est* de la valeur sans préciser de quelle valeur il s'agit. C'est faire injure aux classiques anglais et à Marx que de dire qu'ils ont écarté la valeur d'usage. Ils ont simplement montré que l'objet de l'économie politique était de résoudre la question de la *valeur d'échange des marchandises*. Et Marx enfoncera le clou en répétant sans cesse que la vente sur le marché valide le travail social dépensé. Il est regrettable que la plupart des manuels d'histoire de la pensée affirment que Marx a ignoré l'utilité des marchandises. Il avait tout simplement compris la différence entre une condition nécessaire et une condition nécessaire et suffisante et il avait intégré l'interaction entre l'organisation sociale de la production et l'utilité.

Pourrait-on légitimer les services publics en faisant appel à la théorie néo-classique de la valeur, comme le soutient Jacques Généreux car, dit-il, la théorie de l'utilité marginale a définitivement, et de manière correcte, résolu l'énigme de la valeur<sup>32</sup>. Or, dans la théorie néo-classique, le passage de l'utilité cardinale à l'utilité ordinale est effectué sur le papier mais jamais accompli en réalité. Car le dilemme suivant est insurmontable : ou bien on raisonne en termes de préférences ordinales et alors toute comparaison interpersonnelle et toute agrégation sont impossibles ; ou bien on raisonne en termes de préférences cardinales, ce qui rendrait possible la comparaison interpersonnelle mais à condition que l'utilité soit mesurable, ce qui est impossible. La différenciation des fonctions d'utilité fait resurgir subrepticement ce que l'on a cru chasser : une dérivée est une limite du rapport de deux accroissements ; l'obstacle de la mesure impossible réapparaît donc. L'égalité du rapport entre les prix et du rapport entre les utilités marginales (condition néo-classique d'optimum) est un résultat du processus d'échange (le rapport des prix peut *a posteriori* nous donner une indication du rapport des utilités marginales) et ne peut donc fonder, expliquer celui-ci. La théorie de la valeur-travail n'est pas un « imbroglio impossible à démêler » comme le dit Généreux. Aujourd'hui, on sait établir une correspondance entre les prix et l'équivalent monétaire d'une certaine quantité de travail qui, certes, rompt la correspondance exacte microéconomique avec le travail incorporé au sens de Ricardo, mais qui établit définitivement que, sur le plan global, seul le travail crée de la valeur nouvelle. Si l'on n'en était pas entièrement convaincu, comment expliquer qu'à long terme les prix baissent au fur et à mesure que progresse la productivité du travail ? Et comment pourrait-on affirmer dans le débat sur le financement des retraites que les actifs font toujours vivre les inactifs et que la capitalisation n'apporte aucune ressource globale supplémentaire ?<sup>33</sup>

C'est donc la théorie classique et marxienne de la valeur – qui est une théorie des rapports sociaux avant d'être une théorie des prix – qui permet de légitimer la production de services collectifs non marchands, et cela bien que les classiques et Marx se soient surtout occupés de la valeur d'échange des marchandises. Ce ne peut être la théorie néo-classique erronée de la valeur-utilité qui a éliminé la première parce que précisément celle-ci faisait la part trop belle aux rapports sociaux dans l'explication des phénomènes économiques. Pour cela, la théorie néo-classique a répandu le mythe de l'*homo oeconomicus* et elle ne connaît que des individus isolés, la société n'existant pas. En bref, on ne peut pas légitimer la production des biens publics par une théorie de la valeur qui en supprime à la base la possibilité logique.

De ce point de vue, les affirmations d'un certain courant de l'écologie prétendant que, pour prendre en compte la nature dans l'économie, il faut considérer que les ressources

---

<sup>32</sup> . J. Généreux [2000].

<sup>33</sup> . Voir J.M. Harribey [2002].

naturelles créent de la valeur économique, constituent de graves contresens, en tout point comparables à la croyance libérale selon laquelle le capital (chose morte par excellence) crée de la valeur. L'utilisation par un certain courant de l'écologie de la notion libérale néo-classique de fonction de production à facteurs substituables dans laquelle est introduit, à côté du travail et du capital, le facteur environnemental, témoigne bien d'un ralliement pur et simple à la conception libérale qui impute la création de valeur à chacun de ces facteurs à hauteur de la part que le capitalisme leur attribue sous forme de rémunération.

A l'opposé de ces affirmations, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire*. Il y a donc ici quatre niveaux de compréhension : 1) les ressources naturelles sont des richesses ; 2) elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain ; 3) elles ne créent pas elles-mêmes de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ; 4) si, en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique ou au politique.

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Reconsidérer la richesse n'exige pas seulement de réviser les indicateurs, c'est-à-dire l'instrument de mesure, ni même l'objet de la mesure. Cela exige de remettre en question l'organisation économique au service de laquelle est l'instrument de mesure pour promouvoir une facette restrictive de la richesse. Le changement d'indicateurs n'a de sens que s'il accompagne une transformation des rapports sociaux. Il serait paradoxal que nous disposions d'un « bon » indicateur de bien-être pendant que l'exploitation de la force de travail et de la nature perdure et que l'accumulation financière s'épanouisse.

L'empressement avec lequel certains apportent leur pierre au discrédit jeté sur l'économie politique classique et la critique qu'en avait faite Marx est curieux. S'agirait-il d'éviter un questionnement sur les rapports sociaux au sein desquels une certaine représentation de la richesse domine ? Dans ce cas, la reconsidération de la richesse serait de faible portée. S'il s'agissait au contraire de prendre ce problème à bras le corps, des perspectives nouvelles s'ouvriraient.

## Bibliographie

- AIE [2004], « Oil crises and climate challenges : 30 years of energy use in IEA countries », <http://www.iea.org>.
- ATTAC (sous la dir. de J.M. Harribey) [2004], *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Ed. Mille et une nuits.
- Castoriadis C., *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe 3*, Paris, Seuil, 1990.
- Cette G. [2004], « Productivité et croissance : diagnostic macroéconomique et lecture historique », in Conseil d'analyse économique, « Productivité et croissance », Rapports de P. Artus et G. Cette, n° 48, Paris, La Documentation française, p. 9-84.
- Cette G., Mairesse J., Kocoglu Y. [2000], « La diffusion des technologies de l'information et de la communication en France : mesure et contribution à la croissance » dans Conseil d'analyse économique, *Nouvelle économie*, Rapport de M. Cohen et M. Debonneuil, n° 28, p. 87-113.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement [1987], Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve.

- Delhommais P.A. [2004], « 2004, un choc pétrolier d'une autre essence », *Le Monde*, 7 septembre.
- Gadrey J. [2002], « A bas la dictature du PIB ! », *Le Monde*, 23 janvier.
- Gadrey J., Jany-Catrice F. [2005], *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte.
- Généreux J. [2000], « Ce qui a de la valeur n'a pas de prix », *Alternatives économiques*, n° 185, octobre.
- Georgescu-Roegen N., *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, 2° éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995.
- Giraud P.N., « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », *Le Monde*, 6 mai 2004.
- Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- [1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.
- [2000], « De la fin du travail à l'économie plurielle : quelques fausses pistes », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Le bel avenir du contrat de travail, Alternatives au social-libéralisme*, Paris, Syros, p. 19-40.
- [2002], « Le discours libéral sur les retraites oscille entre sophismes et apories », Communication au Forum social européen, 7 novembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/retraites/retraites9.pdf>.
- [2004-a], *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002, 2° éd.
- [2004-b], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique pour le développement », *Economie appliquée*, tome LVII, n° 4, p. 59-96.
- Latouche S. [1989], *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.
- [1994], « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars, p. 77-94.
- [2001], « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai.
- [2002], « Le développement durable, c'est impossible », propos recueillis par F. Nicolino, *Terre Sauvage*, novembre.
- [2003-a], *Justice sans limites, Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Paris, Fayard.
- [2003-b], *Décoloniser l'imaginaire, La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, L'Aventurine, Parangon.
- [2003-c], « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in Comelieu C. (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 123-134.
- Leparmentier A. [2002], « Un palmarès de la richesse met la France en queue de peloton », *Le Monde*, 15 janvier.
- *L'Ecologiste* [2001], « Défaire le développement, refaire le monde », n° 6, hiver.
- Magnien F., Pougard J. [2000], « Les indices à utilité constante », *Economie et statistique*, n° 335, 5, p. 81-94.
- Magnien F., Tavernier J.L., Thesmar D. [2002], « Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats », INSEE, Série des documents de travail de la Direction des études et synthèses économiques, G 2002/01, février.
- Marx K., *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965-a.
- [1965-b], *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, 1875, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.
- [1968-a], *Le Capital, Livre II*, 1885, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.



[1968-b], *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-1858, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-c], *Matériaux pour l'économie*, 1861-1865, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1974, 1975, 1976], *Théories sur la plus-value*, Paris, Ed. Sociales, tomes I, II et III.

- Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.

- Moulier Boutang Y. [1999], « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *Vert Europe*, n° 1, février.

[2000], « L'âme et la loi », *L'Humanité*, 29 juin, supplément.

[2001], « Marx en Californie : le troisième capitalisme et la vieille économie politique », Congrès Marx International III, Université Paris X, Nanterre, 26 au 29 septembre.

- Passet R. [2000], *L'illusion néo-libérale*, Fayard.

- PNUD [2001, 2002], *Rapport mondial sur le développement humain 2001*, Bruxelles, De Boeck & Larcier.

- Rifkin J. [2000], *L'âge de l'accès, La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte.

- Rist G. [2001], *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1996, 2<sup>e</sup> éd.

[2003], « Le "développement" : la violence symbolique d'une croyance », in C. Comelieu (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 135-151.

- Robin J. [1993 et 1994], *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, GRIT éditeur, 2 vol.

- *Silence* [2002], « La décroissance », n° 280, février.

[2003], (Sous la coord. de Bernard M., Cheynet V., Clémentin B.), « Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse », Paris, Ed. Parangon.

- Smith A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 2 tomes.

- Tasso G. [2005], « Productivité du travail : la double inflexion des années 90 », *Ecoflash*, n° 198, mai.

- Viveret P. [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.